

Quatre ans déjà de majorité socialiste / Entente biennoise et rien n'a changé dans la ville de l'avenir ! Les électeur(trice)s avaient cru porter "au pouvoir" en 1976 une majorité favorable à certaines réformes et acquise à la défense des intérêts des salariés. Mais, en fait, cette majorité a géré fort bourgeoisement les affaires de la commune. Elle a multiplié les compromis, résultats de négociations en coulisses, avec les partis bourgeois dans les commissions; elle s'est surtout distribué — avec générosité, du reste — des sièges dans ces commissions municipales et des postes dans l'administration, de concert avec la droite.

Bienne "rouge" :

PLUS UN FANTOME QU'UNE REALITE !



Pour un plat de lentilles...

Majoritaire au Conseil de ville (législatif) comme au Conseil municipal (exécutif), la coalition socialiste / Entente biennoise a mené une politique de bradage systématique des intérêts de la majorité de la population.

Rien de surprenant à cela en ce qui concerne l'Entente biennoise, véritable parti caméléon qui met dans le même sac la défense des intérêts des patrons et ceux des salariés, sous couvert de défendre les "Biennois". En voulant se situer "entre les deux blocs de la politique biennoise", ce parti dérange certes les politiciens locaux, mais ne se place nullement du côté des salariés contre la dégradation de leurs conditions de vie et de travail. Les quelques "réalisations" dont se vante l'Entente, comme des rénovations de façade, la maintenance de quelques zones de verdure ou la décision de création de rues piétonnes, ne font que repousser les problèmes un peu plus loin. Se targuant de mener "une politique stable et raisonnable", l'Entente biennoise s'est bien gardée en effet de poser ne serait-ce que la question de la lutte contre la spéculation foncière, contre les hausses de loyers ou pour le développement réel des infrastructures sociales. Son unique représentant à l'exécutif est même à l'origine du contre-projet à l'initiative pour la création d'un centre d'information sexuelle et de consultation, que son parti était pourtant censé soutenir !

Quant au parti socialiste, ses élus se vantent d'avoir "assaini" les finances de la ville. Ils y sont arrivés en bloquant les effectifs du personnel de la ville, en refusant des augmentations du salaire réel, en renvoyant aux calendes grecques l'introduction de la semaine de 40 heures — pourtant inscrite dans leur programme. La majorité des représentants socialistes à la commission du gymnase a voté le licenciement du recteur Perret. Et, au conseil de ville, la majorité du groupe

socialiste a accepté la fermeture de 11 classes d'école, mesure qui aggrave encore la sélection qui frappe systématiquement les enfants de milieu populaire.

Au lieu d'utiliser leurs positions dans la commune pour prendre des mesures favorables aux travailleurs et servir ainsi de point de référence aux salariés de l'industrie, les élus socialistes préfèrent collaborer avec leurs collègues bourgeois et cèdent la plupart du temps à leurs exigences. La coalition avec l'Entente biennoise leur sert alors de prétexte tout trouvé pour justifier ces reculs. Dans le "secret" des commissions et à l'exécutif, la politique socialiste ne se différencie guère de celle des bourgeois. La note est lourde pour les salariés biennois : la politique socialiste de gestion de la ville, liée étroitement à celle, ultra-collaborationniste, du cartel syndical, a contribué à désorganiser leurs rangs. Alors que les principaux syndicats biennois — en particulier la FTMH — perdent régulièrement des membres, à cause de leur politique de paix du travail, alors que la VPOD voit les représentants socialistes à l'exécutif opposer à ses revendications l'argument de la nécessité d'une politique "réaliste", le patronat et les partis bourgeois ont tout loisir d'appliquer et d'imposer leur politique.

Une candidature du PSO (ex-LMR) pour une commune au service des travailleurs

C'est dans ce contexte que la section biennoise du PSO (ex-LMR) a décidé de participer aux élections communales de novembre, sous la dénomination de liste RML-Bresche/LMR-la Brèche. Des élu(e)s de la LMR-la Brèche seront, eux, de véritables "empêcheurs de tourner en rond" pour les partis bourgeois. Ils s'opposeront systématiquement à leur politique d'économies sur le dos de la majorité de la population.

Au Conseil de ville comme au Conseil municipal, les bourgeois

mènent une politique de pression et de chantage constant pour obliger la coalition socialiste / Entente biennoise à mener une politique semblable à celle pratiquée par le patronat dans le secteur privé. Cette majorité se laisse d'ailleurs très facilement forcer la main ! Voter LMR-la Brèche contribue à combattre pied à pied cette politique bourgeoise.

Mais c'est aussi affirmer que la politique menée par les socialistes et l'Entente est un obstacle pour organiser une opposition efficace à la politique de la droite. La présence d'élue(s) de la LMR-la Brèche au conseil de ville est un moyen de favoriser une politique unitaire et combative des organisations ouvrières, de défendre la sécurité de l'emploi et les conditions de travail des salariés de la commune comme de l'industrie.

Ces élu(e)s interviendront de manière suivie pour une commune dont la politique soit au service des travailleurs, c'est-à-dire discutée publiquement dans les organisations syndicales, de locataires, de femmes, d'immigrés, de jeunes, de défense de l'environnement et décidée, après un tel débat, par la majorité de la population, pour une politique favorisant l'organisation des salariés et une riposte à la politique du patronat et de ses partis. Cette orientation est exactement à l'inverse de celle des élus socialistes qui ne rendent aucuns comptes aux travailleurs et à leurs organisations, qui ne contribuent pas à développer le débat démocratique dans la population.

Au Conseil de ville, les élu(e)s de la LMR-la Brèche se battent, entre autres, pour que la commune prenne en charge la mise en place d'ateliers publics d'apprentissage qui garantissent aux jeunes une vraie qualification professionnelle dans une profession de leur choix et qui servent également au recyclage des salariés victimes des "restructurations" et des femmes qui désirent retrouver un emploi. Ils appuieront toutes les demandes du syndicat VPOD en ce qui concerne l'amélioration des conditions de travail des employés de la ville, ils proposeront le développement des infrastructures sociales de la commune comme la création d'un CISC selon le modèle de l'initiative, de jardins d'enfants et de crèches de qualité et gratuites. Ils engageront la commune à organiser le refus massif, par la population, du paiement des augmentations de taxe d'électricité, décidées par les Forces Motrices bernoises, et qui serviront à financer la centrale nucléaire de Graben.

Le vote LMR-la Brèche est un vote utile. Pour une commune au service des travailleurs, votez la liste 4 !

Votation zurichoise sur la centrale nucléaire de Kaiseraugst :

UN NOUVEAU MATCH NUL

50,6 o/o de oui contre 49,4 o/o de non "souhait" la réalisation de la centrale nucléaire de Kaiseraugst (avec une participation, de 36 o/o, relativement élevée en comparaison des votations qui se sont déroulées le même week-end dans d'autres cantons) : le canton de Zurich a donc donné, les 27 et 28 septembre, une réponse de normand à la consultation au sujet de la construction de cette centrale.

Relevons en particulier les résultats des communes de Bachs et Weiach, où la CEDRA veut réaliser des sondages expérimentaux en vue du stockage de déchets radioactifs : les deux communes rejettent la centrale de Kaiseraugst à une très forte majorité. Le résultat du district de Winterthur, qui, compte tenu de la présence de l'entreprise Sulzer, doit être placé au rang de bastion du lobby nucléaire est aussi parlant : les faux prophètes pronucléaires et leur propagande apocalyptique d'une Suisse sans énergie et condamnée au chômage n'auront trouvé un écho qu'au-dessus de 58 o/o des votants.

Ce résultat, toutefois, ne représente pas non plus une victoire des opposants au nucléaire. Comparé au 54 o/o de non du canton lors de la votation sur l'initiative antinucléaire en février 79, le résultat actuel montre que le mouvement antinucléaire n'a pas réalisé de progrès décisifs ces dernières années. La grande force du mouvement — de larges mobilisations dans l'action directe — a fait défaut, la partie active du mouvement est depuis trop longtemps déjà dans le creux de la vague.

En outre, à la suite des différentes confrontations à propos des initiatives nationales, la désunion des diverses organisations d'opposants au nucléaire s'est accrue. D'une part, les organisations "modérées" regroupées autour du WWF (World Wildlife Fund), de la FSE (Fondation suisse pour l'énergie) et de l'UeBa Zurich, ont renoncé à entreprendre des démarches pour la constitution d'un large comité

contre Kaiseraugst, afin de ne pas être obligés de travailler avec les forces de gauche. Par suite, une fois de plus, le débat n'a pas pu être porté dans les syndicats. D'autre part, les antinucléaires zurichois (AGZ) furent tout simplement incapables de mener la plus petite campagne : ayant refusé de rejoindre les rangs de l'initiative "pour un avenir sans nouvelles centrales nucléaires", largement soutenue, ils sont maintenant complètement absorbés par la récolte des signatures pour leur propre initiative antinucléaire, au contenu pourtant semblable.

Il reste à espérer que le résultat plutôt maigre de cette votation aura clairement montré la nécessité d'une large unité de tous les opposants au nucléaire.

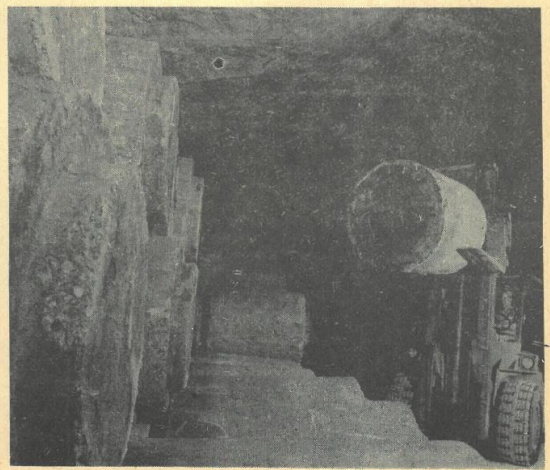
Toutefois, l'optimisme — même modéré — de la NZZ ("*Toujours est-il que le résultat peut être compris, avec toutes les réserves d'usage, comme une nouvelle indication du reflux du flot émotionnel antinucléaire*") n'est évidemment pas de mise.

Dans la région de Graben, le baromètre est sur tempête, dans la région bâloise, on se prépare à la dernière bataille contre Kaiseraugst, et le programme contreproduisant des sondages de la CEDRA a déjà fait naître de très nombreux opposants au nucléaire dans les régions touchées. Et, nationalement, le mouvement a montré, en lançant une initiative antinucléaire largement soutenue, qu'il n'avait de loin pas dit son dernier mot.

R. S.



La manifestation des boycottteuses du cours ménager, une mobilisation à laquelle le PSO (ex-LMR) a pris une part active.



JMD